

**SOCIÉTÉ** Hier, ils étaient une quinzaine de grévistes à demander l'arrêt des suppressions d'emplois

# Le ras-le-bol des agents des finances publiques

Dès 8h30 hier matin, une quinzaine de grévistes manifestaient devant les bureaux des finances publiques de Briançon. Devant les grilles, les employés, tracts à la main, informaient les passants.

« Cette action se déroule en pleine campagne de déclaration des revenus, à cette période l'agence est ouverte non-stop », précise Patrice Gasiglia, employé de renfort sur le département. Effectivement, les contribuables affluent avec leurs feuilles d'imposition. L'accueil n'est pas remis en cause. Les usagers repartent renseignés pour leurs déclarations et informés des raisons de cette grève. L'intersyndicale, composée de la CGT, de Solidaires et de FO, alerte sur les conséquences des restructurations et

des suppressions d'emplois.

## Ces déclarations en ligne qui inquiètent

Désormais, tous les particuliers gagnant plus de 40 000 euros par an doivent obligatoirement faire leur déclaration par internet, sous peine d'amende. Les fonctionnaires craignent que le plafond soit progressivement abaissé et que le service soit dématérialisé, pour les particuliers et les professionnels. L'informatisation du système pose également la question de l'accès à internet de tous. « Au nom de la modernisation de l'administration, on s'éloigne du public, dénonce Patrice Gasiglia. On peut même craindre un accueil uniquement sur rendez-vous à terme. »



Hier, une quinzaine de grévistes manifestaient devant les grilles du bureau des finances publiques, inquiets pour la pérennité de leurs postes.

Dans les Hautes-Alpes, 69 postes ont été supprimés en 12 ans. Les horaires d'ouverture au public sont de plus en plus ré-

duits et les services sont progressivement regroupés vers les grands centres.

Au cours de la matinée,

les usagers, non pénalisés par la lutte, repartaient en remerciant les conseillers et en leur signifiant leur soutien.

DL 12/05/2016

DL 11/05/2016

## HAUTES-ALPES | Grève à Gap hier, à Briançon aujourd'hui Leurs effectifs fondent, les agents des impôts grondent

À Gap, le centre des finances publiques est désormais fermé au public le jeudi.

À Château-Ville-Vieille, dans le Queyras, la trésorerie disparaît au profit d'une antenne active deux jours par semaine.

À ces effets une même cause : la réduction des effectifs des agents des finances publiques qui, au gré des réformes et des cures d'économies, ont fondu.

Ils étaient 379 dans les Hautes-Alpes en 2004 ; les voilà 310 aujourd'hui.

D'où la grève à laquelle ont appelé la CGT, Solidaires et FO, hier à Gap et aujourd'hui à Briançon.

Outre l'impact de ces suppressions d'emplois sur les conditions de travail, « la qualité du service rendu à l'usager est en recul », déplore Jean-François Colomé, représentant de Solidaires. « On mise tout sur le numérique, mais ça ne résout pas tout.

Il y a un besoin de proximité de l'usager. »

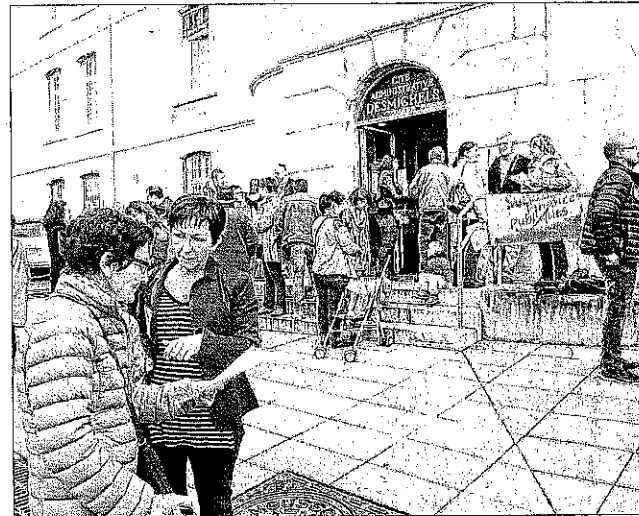
### 30 grévistes devant la cité administrative Desmichel

L'usager, note Nathalie Ghio (CGT), c'est le particulier, mais aussi les collectivités locales. Désormais, les régisseurs du Queyras devront ainsi dé-

poser leurs espèces à Guillestre. Hier, devant la cité administrative Desmichel, quelque 30 grévistes accueillient les contribuables.

Ils les ont informés de leur action, mais n'ont pas pris le risque de rendre leur mouvement impopulaire, alors que ce mois-ci, 20 000 Haut-Alpins vont se rendre dans les centres des impôts pour demander de l'aide pour remplir leur déclaration de revenus. « On nous a quand même bien renseignés et on n'a pas attendu », apprécient Marilynne et Anthony, deux jeunes Veynois.

Nicolas MANIFICAT



Hier à la cité Desmichel, les agents des finances publiques grévistes accueillient les contribuables pour les sensibiliser à leur cause, mais aussi pour les aider à remplir leur déclaration de revenus.